



RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 B 02579

Numéro SIREN : 483 975 538

Nom ou dénomination : FINANCIERE BSGM

Ce dépôt a été enregistré le 21/12/2015 sous le numéro de dépôt 21936

**FINANCIERE BSGM**  
**Société à responsabilité limitée au capital de 7 500 euros**  
**Siège social : 11, Chemin des Brions, 33450 SAINT LOUBES**  
**483 975 538 RCS BORDEAUX**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE**  
**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**  
**DU 1er DECEMBRE 2015**

*Jean-Pierre LE BAILL*  
*Agent Principal*  
*des Finances Publiques*

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT S.I.E. BORDEAUX CENTRE  
Le 04/12/2015 Bordeaux n°2015/3 279 Case n°32  
Enregistrement : 375 € Pénalités :  
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros  
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros  
L'Agent administratif des finances publiques  
Ex: 21239

Le 1er décembre 2015,  
A 14 heures 30,

Les associés de la société FINANCIERE BSGM, société à responsabilité limitée de 7 500 euros, divisé en 750 parts de 10 euros chacune, se sont réunis Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entr

Sont présents :

Monsieur David BRAVO, propriétaire de 75 parts sociales  
Monsieur Frédéric BERTIN, propriétaire de 383 parts sociales  
Madame Martine GAUCHOUX, propriétaire de 142 parts sociales  
Monsieur Luc MEYNARDIE, propriétaire de 75 parts sociales  
Madame Annick SAMSON, propriétaire de 75 parts sociales

Le présent acte a été  
déposé au Greffe du  
Tribunal de commerce  
de Bordeaux

Le 21 DEC. 2015

sous le N°...21936...

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

Sont également présents Monsieur Jean-Paul KOCKMANN et Monsieur Cyril BAUDIN, agréés en qualité de nouveaux associés sous conditions suspensives par la précédente assemblée générale du 23 octobre 2015.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Frédéric BERTIN, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

- Lecture du rapport de la gérance,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation du capital social de 380 euros décidée par l'assemblée générale du 23 octobre 2015, constatation des souscriptions, de la libération et de la répartition des parts nouvelles;
- Constatation de la réalisation de la réduction du capital social d'une somme de 750 euros par voie de rachat de parts sociales,

Paraphes

*ML* *[Signature]*

1

*AB*

*[Signature]*  
*[Signature]*  
*[Signature]*

- Constatation de la modification corrélative des statuts,
- Lecture du rapport sur la situation de la Société et sur l'évaluation des biens composant l'actif social,
- Approbation de la valeur des biens composant l'actif social et des avantages particuliers éventuels,
- Transformation de la Société en société par actions simplifiée,
- Refonte complète et adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme,
- Nomination du Président,
- Nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant,
- Création de deux catégories d'actions,
- Conversion au profit d'associés dénommés de 20 actions ordinaires en actions de préférence avec détermination des droits particuliers conférés,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le rapport du Commissaire établi conformément aux dispositions des articles L. 223-43 et L. 224-3 du Code de commerce,
- le rapport du Commissaire établi conformément aux dispositions de l'article L 228-15 du Code de commerce,
- le projet de statuts de la Société sous sa nouvelle forme,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

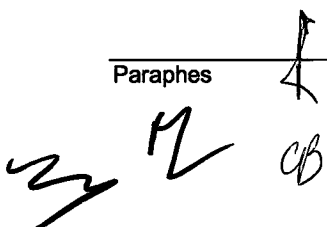
L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance et du rapport du Commissaire.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Paraphes


  
 M  
 CB


  
 M  
 M

## **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et pris connaissance de la précédente Assemblée Générale du 23 octobre 2015 qui a décidé sous conditions suspensives une augmentation de capital de 380 euros portant le capital social de 7 500 euros à 7 880 euros, des bulletins de souscription, et du certificat du dépositaire des fonds provenant des souscriptions en numéraire ;

Constate :

1- Que les 38 parts sociales nouvelles de 10 euros de valeur nominale, émises au prix de 3 552,63 euros, soit avec une prime d'émission de 3 542,63 euros, composant l'augmentation de capital de 380 euros décidée par l'Assemblée générale extraordinaire des associés réunie le 23 octobre 2015, ont été souscrites par :

- Monsieur Cyril BAUDIN, à concurrence de 19 parts,
- Monsieur Jean-Paul KOCKMANN, à concurrence de 19 parts

Total des parts souscrites égal au nombre de parts émises : 38 parts.

Messieurs BAUDIN et KOCKMANN ayant été agréés en qualité de nouveaux associés sous condition suspensive de l'obtention par chacun d'eux du prêt leur permettant de financer leur souscription au capital social.

2- Les 38 parts sociales nouvelles ont été intégralement libérées comme suit :

- Par Monsieur Cyril BAUDIN, au moyen d'un versement en numéraire de 67 500 euros, financé grâce à l'obtention d'un prêt de 67 500 auprès de la banque CIC, Agence Bordeaux Bastide pour une durée de 7 ans.
- Par Monsieur Jean-Paul KOCKMANN, au moyen d'un versement en numéraire de 67 500 euros, financé grâce à l'obtention d'un prêt de 67 500 euros auprès de la banque CIC, Agence Bordeaux Bastide, pour une durée de 7 ans.

Soit un montant de 135 000 euros correspondant au montant total des libérations des 38 parts sociales nouvelles.

3- Que les versements provenant des souscriptions, soit la somme de 135 000 euros, ont été recueillis par le gérant et déposés, conformément à la loi ainsi que l'atteste le Certificat délivré ci-annexé.

4- En conséquence, l'Assemblée Générale constate :

- Que les 38 parts sociales nouvelles créées en représentation de l'augmentation de capital en numéraire de 380 euros décidée par l'assemblée générale du 23 octobre 2015 sont entièrement souscrites, libérées intégralement du nominal et réparties entre les souscripteurs dans la proportion de leur souscription ;
- que chacun des souscripteurs non associés a obtenu un prêt bancaire auprès de la banque CIC, Agence Bordeaux Bastide, lui permettant de financer sa souscription au capital social,
- que les souscripteurs non associés ont été régulièrement agréés ;

Paraphes

7



CB



- qu'en conséquence l'augmentation de capital de 380 euros, portant le capital social de 7 500 euros à 7 880 euros, est définitivement et régulièrement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir rappelé qu'il a été décidé le 23 octobre 2015, sous condition suspensive de l'absence d'oppositions des créanciers, ou, en cas d'oppositions des créanciers, du rejet de celles-ci, de réduire le capital social d'un montant de 750 euros, par voie de rachat de 75 parts sociales appartenant à un associé, cette condition suspensive étant réalisée, constate que:

- à la date du 30 novembre 2015, soit à l'expiration du délai d'un mois fixé à l'article R. 223-35 du Code de commerce, aucune assignation formant opposition n'a été signifiée à la Société ;

- en conséquence, la réduction du capital est définitivement réalisée à cette même date du 30 novembre 2015, ainsi que la modification corrélative des statuts.

En conséquence, le capital social est réduit de 750 euros, pour être ramené de 7 880 euros à 7 130 euros, par rachat, à réaliser immédiatement par la gérance, et annulation de 75 parts d'une valeur nominale de 10 euros chacune.

Les parts sociales objets du rachat sont annulées et les sommes dues à l'associé au titre de cette réduction de capital lui seront versées au siège social à compter du jour de cette Assemblée.

L'assemblée confère tous pouvoirs à la gérance pour procéder matériellement au rachat des parts à l'associé concerné.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

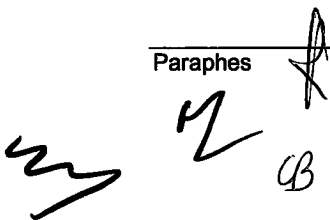
### **TROISIEME RESOLUTION**

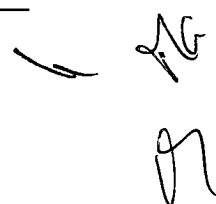
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire à la transformation désigné à l'unanimité des associés, sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de commerce, approuve expressément cette évaluation ainsi que les avantages particuliers consentis au profit d'associés ou de tiers mentionnés dans ledit rapport.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que le rapport atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Paraphes

Handwritten signatures and initials, including a large signature on the left, a signature 'M' in the middle, and initials 'B' below it.

Handwritten signatures and initials on the right side of the page, including a signature 'MG' and another signature below it.

#### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et du rapport prévu par les articles L. 223-43 alinéa 3 et L. 224-3 du Code de commerce, et après avoir constaté que les conditions légales étaient réunies, décide, en application des dispositions des articles L. 223-43 et L. 227-3 du Code de commerce, de transformer la Société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la Société, son objet et son siège social ne sont pas modifiés.

Son capital reste fixé à la somme de 7 130 euros. Il sera désormais divisé en 713 actions de 10 euros chacune, entièrement libérées, qui seront réparties entre les propriétaires actuels des parts sociales, proportionnellement au nombre de leurs parts, à raison d'une action pour une part.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **CINQUIEME RESOLUTION**

En conséquence de la décision de transformation de la Société en société par actions simplifiée adoptée sous la résolution précédente, l'Assemblée Générale adopte article par article, puis dans son ensemble le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme, dont un exemplaire demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **SIXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions prévues par les nouvelles dispositions statutaires, nomme, pour une durée égale à la durée de la Société, en qualité de Président de la Société :

**Monsieur Frédéric BERTIN,**  
Né à BORDEAUX le 27 août 1964, de nationalité française,  
Demeurant à 35, Rue Xaintrailles 33000 BORDEAUX.

Conformément aux dispositions des nouveaux statuts, le Président assumera, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représentera celle-ci à l'égard des tiers.

Il est investi dans les limites légales des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement.

Il sera, en outre, remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Frédéric BERTIN, remercie l'assemblée de la confiance qu'elle veut bien lui marquer, accepte les fonctions de Président et confirme qu'il remplit les conditions légales et réglementaires ainsi que celles posées par les statuts pour leur exercice.

### **SEPTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale nomme :

- la société KPMG AUDIT SA, société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à Directoire et Conseil de surveillance, dont le siège social est Tour Eqho, 2 avenue Gambetta, 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 775 726 417 NANTERRE, prise en son établissement de Mérignac, 11 rue Archimède, 33692 MERIGNAC en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire,

- la société SALUSTRO REYDEL, société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, dont le siège social est situé Tour Eqho, 2 avenue Gambetta, 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 652 044 371 RCS NANTERRE, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant,

pour une période de six exercices prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31/12/2020.

Chacun des Commissaires aux Comptes ainsi nommés a fait savoir à l'avance qu'il acceptait les fonctions qui lui sont confiées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **HUITIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide que la durée de l'exercice en cours qui sera clos le 31/12/2015, n'a pas à être modifiée du fait de la transformation de la Société en société par actions simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées.

La gérance de la Société sous sa forme à responsabilité limitée présentera à l'Assemblée Générale des associés qui statuera sur ces comptes, un rapport rendant compte de sa gestion pendant la période comprise entre le premier jour dudit exercice et celui de la transformation.

Ce rapport sera communiqué aux associés dans les conditions fixées par le Code de commerce et les nouveaux statuts.

L'Assemblée Générale des associés statuera sur ces comptes conformément aux règles fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées. Elle statuera également sur le quitus à accorder à la gérance de la Société sous son ancienne forme.

Les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés et répartis entre les associés suivant les dispositions statutaires de la Société sous sa forme de société par actions simplifiée.

Les fonctions de la gérance prennent fin à compter de ce jour, sous réserve de la nécessité pour la gérance d'établir un rapport de gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **NEUVIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate que la transformation de la Société en société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **DIXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée générale décide d'instituer deux catégories d'actions, les actions ordinaires (dites actions « O ») et les actions de préférence (dites actions « P ») qui conféreront des droits particuliers à leurs titulaires.

Les actions de préférence « P » sont instituées pour une durée limitée, qui prendra fin à la clôture de l'exercice 31 décembre 2021, constaté par l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de cet exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### **ONZIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de Madame Nathalie PEREZ, désignée en qualité de commissaires aux avantages particuliers suivant décision unanime des associés en date du 27 octobre 2015 :

- Décide de créer, à compter de ce jour, des actions de préférence, dites actions « P », par conversion d'une fraction des actions ordinaires détenues en pleine propriété par Monsieur Jean-Paul KOCKMANN et Monsieur Cyril BAUDIN, à hauteur de :

- |   |                          |
|---|--------------------------|
| ✓ - Monsieur Jean-Paul KOCKMANN,<br>Sur les 19 actions qu'il détient dans la Société, | <b>10 actions « P »</b>  |
| ✓ - Et Monsieur Cyril BAUDIN,<br>Sur les 19 actions qu'il détient dans la Société,    | <b>10 actions « P »,</b> |

<b>Soit un total de</b>	<b>20 actions « P »</b>
-------------------------	-------------------------

- Fixe comme suit les droits particuliers attachés aux actions de préférence, savoir :

- ✓ Pendant une durée de sept (7) exercices à compter du premier exercice concerné, soit l'exercice 2015 et jusqu'à l'exercice 2021 inclus, droit à un dividende préciputaire, fixe et cumulatif d'un montant total de 32 400 euros (soit 1 620 euros par action), prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

- ✓ Droit au rachat par la société par anticipation à tout moment en cas de cessation des fonctions techniques rémunérées au sein de la filiale, la société SOGEDDA, ou de décès de Monsieur Jean-Paul KOCKMANN ou de Monsieur Cyril BAUDIN. **Le prix de rachat sera déterminé sur la base de la valorisation de la société SOGEDDA telle qu'elle apparaîtra au bilan du dernier exercice clos de la société FINANCIERE BSGM à la date du rachat, ou si cet exercice date de plus de 6 mois, d'une situation intermédiaire** Ce prix est payable comptant le jour du rachat, lequel interviendra à l'expiration du délai d'opposition des créanciers ou en cas d'opposition, à la date du jugement de première instance qui les rejettera ou à la date de constitution des garanties ou de remboursement des créances, selon le cas.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, Messieurs Cyril BAUDIN et Jean-Paul KOCKMANN, devenus associés de la Société, n'ayant pas participé au vote sur cette résolution.

## **DOUZIEME RESOLUTION**

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale modifie ainsi qu'il suit les article 6, 7 et 33 des statuts, et insère un article 8 relatif aux avantages particuliers et actions de préférence.

### **ARTICLE 7- CAPITAL**

Le capital social est fixé à SEPT MILLE CENT TRENTE (7 130) euros.

Il est divisé en 713 actions d'une valeur nominale de 10 euros chacune, dont 693 actions ordinaires (dites actions « O ») et 20 actions de préférence (dites actions « P »).

Les droits particuliers dont sont assorties les actions de préférence sont définis aux articles 8 et 33 des présents statuts.

Toute mutation d'action de préférence entraîne sa conversion automatique en action ordinaire.

### **ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS- ACTIONS DE PREFERENCE**

1- Le 1<sup>er</sup> décembre 2015, il a été créé 20 actions de préférence « P » qui confèrent à leurs propriétaires les droits particuliers suivants :

- Pendant une durée de sept (7) exercices à compter du premier exercice concerné, soit l'exercice 2015 et jusqu'à l'exercice 2021 inclus, droit à un dividende préciputaire, fixe et cumulatif d'un montant total de 32 400 euros (soit 1 620 euros par action), prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice, ou si celui-ci est insuffisant, sur les réserves facultatives.

- Un droit au rachat par la société exerçable par les associés détenteurs des actions « P », sur tout ou partie de leurs actions, dans les conditions suivants :

✓ Par anticipation à tout moment en cas :

- . de cessation des fonctions techniques rémunérées au sein de la filiale, la société SOGEDDA, ou de décès de M. Jean Paul KOCKMANN,
- . de cessation des fonctions techniques rémunérées au sein de la filiale, la société SOGEDDA, ou de décès de M. Cyril BAUDIN,

- ✓ **Moyennant un prix qui sera déterminé sur la base de la valorisation de la société SOGEDDA telle qu'elle apparaîtra au bilan du dernier exercice clos de la société FINANCIERE BSGM à la date du rachat, ou si cet exercice date de plus de 6 mois, d'une situation intermédiaire.**

Chaque demande de rachat devra être notifiée à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception. Les opérations de rachat commenceront à l'expiration du délai d'opposition des créanciers ou après règlement du sort des oppositions éventuelles.

Dans les quinze (15) jours suivant la notification de l'associé, le Président, à qui tous les pouvoirs nécessaires sont délégués constate le nombre de titres à racheter, réduit le capital social par voie d'annulation des titres à racheter et impute l'excédent entre la valeur des titres rachetés et leur valeur nominale sur tout poste de réserves disponibles ; modifie corrélativement les statuts.

Le Président établit également le rapport visé à l'article R.228-19 sur les conditions du rachat ainsi que sur les justifications et les modalités de calcul du prix.

Ce rapport et celui du commissaire aux comptes seront mis à la disposition des associés au siège social au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la date de la décision du Président et ils seront portés à la connaissance des associés à l'occasion de la plus prochaine décision collective.

Le procès-verbal de la décision du Président est déposé au greffe du tribunal de Commerce afin d'ouvrir le délai d'opposition des créanciers.

Le rachat aura lieu à l'expiration du délai d'opposition des créanciers ou en cas d'opposition, à la date du jugement de première instance qui les rejettera ou à la date de constitution des garanties ou de remboursement des créances, selon le cas.

Les actions de préférence « P » sont assorties de droits particuliers qui sont exclusivement financiers, tels que mentionnés ci-dessus. En ce qui concerne les droits de vote, elles sont assorties des mêmes droits que les actions ordinaires « O ».

2- Hormis les droits particuliers dont sont assorties les actions de préférence « P », les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

3- La Société peut créer d'autres actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie sur décision collective extraordinaire des associés et dans les conditions fixées par la loi.

Paraphes

M

R

CB

h  
26  
myh

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les associés déterminent, par une décision extraordinaire, les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

#### ARTICLE 23 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Les trois premiers paragraphes, sans changement.

Sur ce bénéfice distribuable, il est tout d'abord prélevé au profit des 20 actions « P », un dividende précipitaire de 1 620 euros par action, soit un dividende total de 32 400 euros.

Si le bénéfice distribuable d'un exercice, au sens de l'article L.232-11 du code de commerce, est insuffisant pour le service de la totalité du dividendes précipitaire dû au titre de cet exercice aux actions « P », la partie non versée de ce dividende précipitaire sera prélevée par priorité sur le bénéfice distribuable des exercices suivants ou sur toute distribution de réserves qui interviendra dans ce délai.

Ce droit au dividende précipitaire dont bénéficient les actions « P » s'exercera à l'occasion de chaque décision d'approbation des comptes, pour la première fois à l'occasion de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et pour la dernière fois lors de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le surplus du bénéfice distribuable pourra être affecté, selon la décision de la collectivité des associés et pour le montant qu'elle fixera , au service d'un dividende au profit des seules actions « O ».

Le solde du bénéfice distribuable, s'il en existe, est à la disposition des associés qui, sur proposition du Président de la société peuvent, en tout ou en partie, le distribuer aux associés à titre de dividende et sans distinction de catégorie d'actions, le reporter à nouveau ou l'affecter à des fonds de réserves généraux ou spéciaux.

En outre, les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le Président de la Société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi, en servant prioritairement le dividende précipitaire attribué aux actions « P ».

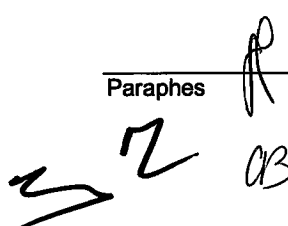
Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Paraphes

Handwritten signatures and initials, including a large 'R' and 'CB'.

Handwritten signature.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés présents.

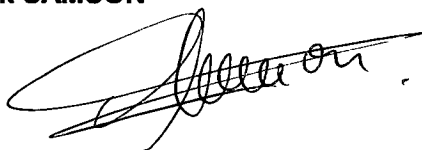
Le gérant  
**Frédéric BERTIN**



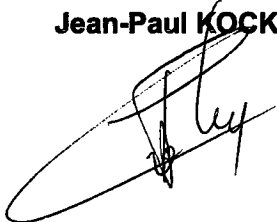
**Martine GAUCHOUX**



**Annick SAMSON**



**Jean-Paul KOCKMANN**



**Luc MEYNARDIE**




**David BRAVO**



**Cyril BAUDIN**



12 

AB 

**FINANCIERE BSGM**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 7 500 euros**  
**Siège social : 11, Chemin des Brions**  
**33450 SAINT LOUBES**  
**483 975 538 RCS BORDEAUX**

**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

Je soussigné : Jean-Paul KOCKMANN  
demeurant : 1, Place de la Liberté, F3 Le Carré, 33600 PESSAC,

Bénéficiaire du droit de souscription attribué par l'assemblée générale extraordinaire du 23 octobre 2015 après renonciation des associés à leur droit préférentiel.

Déclare souscrire à 19 parts sociales nouvelles de 10 euros de valeur nominale, émises au prix de 3 552,63 euros, soit avec une prime d'émission de 3 542,63 euros, à créer par la Société FINANCIERE BSGM en représentation de l'augmentation de capital de 380 euros décidée par l'assemblée susvisée.

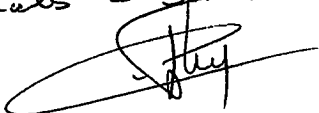
Je libère le montant de ma souscription, soit la somme de 190 euros représentant la totalité du nominal des parts souscrites en totalité en numéraire, ainsi que la totalité de la prime d'émission, soit la somme de 67 309,97 euros par le versement d'une somme de 67 500 euros.

Je reconnais qu'une copie sur papier libre du présent bulletin m'a été remise.

Fait à SAINT LOUBES,  
Le 1<sup>er</sup> décembre 2015

En deux exemplaires.

Jean-Paul KOCKMANN

*Bon pour souscription à dix-neuf parts  
sociales à titre irréductible*  


(Faire précéder la signature de la mention manuscrite : «Bon pour souscription à dix-neuf parts (en toutes lettres) parts sociales à titre irréductible »

**FINANCIERE BSGM**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 7 500 euros**  
**Siège social : 11, Chemin des Brions**  
**33450 SAINT LOUBES**  
**483 975 538 RCS BORDEAUX**

**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

Je soussigné : Cyril BAUDIN  
demeurant : 274, rue des Pâturages, 33390 EYRANS,

Bénéficiaire du droit de souscription attribué par l'assemblée générale extraordinaire du 23 octobre 2015 après renonciation des associés à leur droit préférentiel.

Déclare souscrire à 19 parts sociales nouvelles de 10 euros de valeur nominale, émises au prix de 3 552,63 euros, soit avec une prime d'émission de 3 542,63 euros, à créer par la Société FINANCIERE BSGM en représentation de l'augmentation de capital de 380 euros décidée par l'assemblée susvisée.

Je libère le montant de ma souscription, soit la somme de 190 euros représentant la totalité du nominal des parts souscrites en totalité en numéraire, ainsi que la totalité de la prime d'émission, soit la somme de 67 309,97 euros par le versement d'une somme de 67 500 euros.

Je déclare, en outre, que les parts souscrites sont libérées au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre moi et Madame Sophie MALPAUT épouse BAUDIN, mon conjoint, laquelle en a été régulièrement informée, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil. Une copie de cette lettre de notification est jointe à ce bulletin.

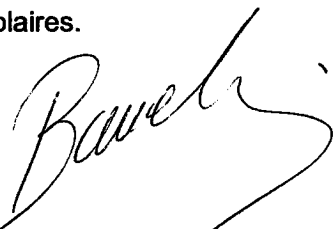
Je reconnais qu'une copie sur papier libre du présent bulletin m'a été remise.

Fait à SAINT LOUBES,  
Le 1<sup>er</sup> décembre 2015

*Bon pour souscription à dix-neuf parts part  
sociales à titre irréductible.*

En deux exemplaires.

Cyril BAUDIN



(Faire précéder la signature de la mention manuscrite : «Bon pour souscription à dix-neuf parts (en toutes lettres) parts sociales à titre irréductible »

# *Nathalie PEREZ*

**EXPERT-COMPTABLE**  
ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES DE BORDEAUX

**COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
COUR D'APPEL DE BORDEAUX

## **FINANCIERE BSGM**

**Société à Responsabilité limitée**

**au capital de 7 130€**

**Aux Bryons**

**33450 SAINT LOUBES**

Le présent acte a été  
déposé au Greffe du  
Tribunal de commerce  
de Bordeaux

Le **21 DEC. 2015**

sous le N°.....**21936**

**Rapport du commissaire à la transformation et du commissaire aux  
comptes sur la transformation de la société SARL FINANCIERE  
BSGM, société à responsabilité limitée, en société par actions  
simplifiée**

**FINANCIERE BSGM**

Société à Responsabilité limitée

au capital de 7 130€

Aux Bryons

33450 SAINT LOUBES

**Rapport du commissaire à la transformation et du commissaire aux comptes  
sur la transformation de la société SARL FINANCIERE BSGM, société à  
responsabilité limitée, en société par actions simplifiée**

Mesdames et Messieurs les associés de la SARL FINANCIERE BSGM,

En notre qualité, d'une part, de commissaire aux comptes désigné en application des dispositions de l'article L. 223-43 du code de commerce et, d'autre part, de commissaire à la transformation désigné en application des dispositions de l'article L. 224-3 du même code par décision unanime des associés en date du 27 octobre 2015, nous avons établi le présent rapport afin :

- de vous présenter notre analyse de la situation de votre société ;
- de vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant, sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer, en application des dispositions de l'article R. 224-3 du code de commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

## **Mission du commissaire aux comptes sur la situation de la société**

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à analyser la situation de la société au regard de caractéristiques financières et d'exploitation.

La synthèse de cette analyse est la suivante :

- Les produits sont constitués pour la majeure partie des distributions de dividendes de sa filiale, la SAS SOGEDDA, qu'elle détient à 100%. Le résultat de la société est ainsi dépendant du montant de la distribution de dividende.
- Les derniers comptes annuels de la société Financière BSGM, arrêtés au 31 décembre 2014, qui n'ont fait l'objet ni d'un audit ni d'un examen limité font apparaître des produits de titres de participation pour 280 000 euros contre 100 000 euros l'année précédente. Le bénéfice de 253 387 euros est donc en progression 229% par rapport à celui de l'exercice N-1.
- La situation comptable intermédiaire de la société Financière BSGM, établie au 30 juin 2015, qui n'a fait l'objet ni d'un audit, ni d'un examen limité, révèle une perte de 21 171 euros. Cette perte est liée au fait que la société SOGEDDA, filiale de la SARL Financière BSGM, n'a distribué aucun dividende sur 2015.
- La société SOGEDDA enregistre sur 2014 une forte baisse de résultat sur 2014 (102 380€ de résultat) par rapport à 2013 (379 927€ de résultat) lié en grande partie à une forte baisse du chiffre d'affaire. Mais le niveau d'activité et de résultat reste suffisant et les fonds propres sont importants.
- Il n'a pas été établi de situation intermédiaire postérieure au 30 juin 2015 par la SARL Financière BSGM, mais les éléments enregistrés en comptabilité jusqu'à la date de notre rapport, ne laisse apparaître aucune dégradation de sa situation.
- En date du 23 octobre 2015, après une augmentation de capital suivie d'une réduction de capital liés à l'entrées de deux associés et la sortie d'un associé, le capital social est porté à 7130 euros (713 parts de 10 euros).

## **Mission du commissaire à la transformation**

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté :

- à contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation ;
- à vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la date de clôture du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des derniers comptes annuels est au moins égal au montant du capital social.

Elles ont également consisté à analyser les avantages particuliers stipulés.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Sur la base de nos travaux, nous attestons que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Les avantages particuliers stipulés n'appellent pas d'observation de notre part.

A Bordeaux le 23 novembre 2015



Nathalie PEREZ

Commissaire aux comptes

Commissaire à la transformation

CIC BORDX RIVE DROITE ENT  
85 RUE NUYENS 33100 BORDEAUX  
05 56 21 04 60 FAX 05 57 80 75 90 1909000@cic.fr BIC : CMCIFRPP

Le présent acte a été  
déposé au Greffe du  
Tribunal de commerce  
de Bordeaux

Le **21 DEC. 2015**

**AUGMENTATION DE CAPITAL S.A.R.L.  
ATTESTATION DE BLOCAGE**

sous le N°...**21936**..

La BANQUE CIC SUD OUEST CIC BORDX RIVE DROITE ENT 85 RUE NUYENS 33100 BORDEAUX déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 135 000 € sur le compte de la société FINANCIERE BSGM , S.A.R.L. dont le siège social se situe BP24 11 CHEMIN DES BRIONS 33450 ST LOUBES.

Liste des associés	Montant versé
Mr KOCKMANN Jean Paul demeurant au 3 place de la liberté 33600 PESSAC	67 500 €
Mr BAUDIN Cyril demeurant au 274 rue des paturages 33390 EYRANS	67 500 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial n° 10057 19090 0003812800959 59 jusqu'à production de la copie certifiée conforme du procès-verbal des délibérations de l'A.G.E. ayant constaté l'augmentation de capital.

A défaut de réalisation de cette augmentation de capital, elle pourra être débloquée, conformément à l'article L 223-32 du Code de commerce :

- soit entre les mains du mandataire qui sera désigné par l'ensemble des associés,
- soit sur décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Fait le 01 décembre 2015

Le déposant  
("lu et approuvé" et signature)  
JST07

La banque  
(cachet et signature)

**CIC Sud Ouest**  
**Bordeaux Rive Droite Entreprises**  
85, rue Nuyens  
33100 Bordeaux  
Tél 05 56 21 04 60  
Fax 05 57 80 75 90



**FINANCIERE BSGM**  
**Société par actions simplifiée au capital de 7 130 euros**  
**Siège social : 11, Chemin des Brions, 33450 SAINT LOUBES**  
**483 975 538 RCS BORDEAUX**

Le présent acte a été  
déposé au Greffe du  
Tribunal de commerce  
de Bordeaux

**STATUTS**

Le **21 DEC. 2015**

En préambule aux présents statuts, il est exposé ce qui suit :

sous le N°...**21936**

Les associés fondateurs de la société FINANCIERE BSGM se sont associés pour créer une société holding dénommée « FINANCIERE BSGM », qui a constitué la holding d'acquisition et de contrôle de la société « SOGEDDA », société par actions simplifiée au capital de 105 000 euros dont le siège social est situé Aux Brions, 33450 SAINT LOUBES et immatriculée sous le numéro 471 202 341 RCS BORDEAUX, et qui a pour activité tous travaux publics et de bâtiment, plus particulièrement tous bâtiments industriels.

La société FINANCIERE BSGM détient la totalité des 300 actions de la société SOGEDDA.

Lors de sa constitution, le capital de la société FINANCIERE BSGM était réparti comme suit :

Nom des associés	Répartition	
	Nombre de parts	Pourcentages
Frédéric BERTIN	383	51,07%
Martine GAUCHOUX	217	28,93%
Luc MEYNARDIE	75	10,00%
Annick SAMSON	75	10,00%
<b>TOTAL</b>	<b>750</b>	<b>100,00 %</b>

Suite à diverses opérations de cessions de parts, augmentation et réduction du capital social, le capital social de la société FINANCIERE BSGM est réparti comme suit au jour de sa transformation :

Nom des associés	Répartition	
	Nombre de parts	Pourcentages
Frédéric BERTIN	383	53,72%
Martine GAUCHOUX	142	19,92%
Luc MEYNARDIE	75	10,52%
David BRAVO	75	10,52%
Jean-Paul KOCKMANN	19	2,66%
Cyril BAUDIN	19	2,66%
<b>TOTAL</b>	<b>713</b>	<b>100,00 %</b>

La participation des associés au capital de la société FINANCIERE BSGM a été déterminée d'une part à l'origine en raison du financement de l'opération d'acquisition de la société SOGEDDA par la mise en place de plusieurs emprunts professionnels et des apports personnels en compte courant bloqué d'associés et d'autre part du fait que les associés exercent tous une fonction technique rémunérée au sein de la société SOGEDDA.

Paraphes

1

*R* *u*

*f* *ga*  
*CB*

## TITRE I – FORME-OBJET-DENOMINATION-SIEGE SOCIAL-DUREE

### ARTICLE 1 - FORME

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à SAINT LOUBES du 2 septembre 2005, enregistré au POLE ENREGISTREMENT de la Recette des Impôts de Bordeaux Centre le 5 septembre 2005 sous le bordereau n° 2005/2 128 Case n°18.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes d'une décision unanime des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 1er décembre 2015.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

### ARTICLE 2 - OBJET

La présente société par actions simplifiée continue d'avoir pour objet, en France et à l'étranger :

La participation directe ou indirecte dans toutes opérations financières, industrielles ou commerciales quelconques par voie de création de sociétés nouvelles, apports, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusions; l'assistance de ses filiales en matière de gestion administrative, financière et comptable; l'assistance de ses filiales dans le domaine commerciale.

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

### ARTICLE 3 - DENOMINATION

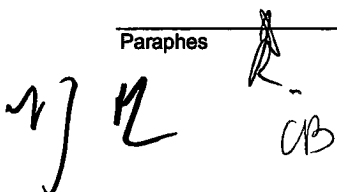
La dénomination de la Société reste : "FINANCIERE BSGM".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

### ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social reste fixé à 11, Chemin des Brions, 33450 SAINT LOUBES.

Paraphes

Handwritten signatures and initials: 'nj', 'H', 'CB', and a signature that looks like 'R'.

Handwritten signature on the right side of the page.

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés.

#### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la Société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidées par la collectivité des associés.

### **TITRE II – APPORTS- CAPITAL SOCIAL**

#### **ARTICLE 6 - APPORTS**

1- Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 7 500,00 euros, représentant des apports en numéraire.

2- Il a été décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 novembre 2015, une augmentation du capital social de 380 euros par souscription de nouveaux associés, portant le capital social de 7 500 à 7 880 euros, puis une réduction du capital de 750 euros par rachat et annulation des parts sociales d'un associé, ramenant le capital social à 7 130 euros.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social reste fixé à la somme de SEPT MILLE CENT TRENTE euros (7 130 euros).

Il est divisé en 713 actions d'une valeur nominale de 10 euros chacune, dont 693 actions ordinaires (dites actions « O ») et 20 actions de préférence (dites actions « P »).

Les droits particuliers dont sont assorties les actions de préférence sont définis aux articles 8 et 33 des présents statuts.

Toute mutation d'action de préférence entraîne sa conversion automatique en action ordinaire.

#### **ARTICLE 8 – AVANTAGES PARTICULIERS- ACTIONS DE PREFERENCE**

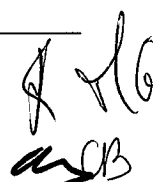
1- Le 1<sup>er</sup> décembre 2015, il a été créé 20 actions de préférence « P » qui confèrent à leurs propriétaires les droits particuliers suivants :

- Pendant une durée de sept (7) exercices à compter du premier exercice concerné, soit l'exercice 2015 et jusqu'à l'exercice 2021 inclus, droit à un dividende préciputaire, fixe et cumulatif d'un montant total de 32 400 euros (soit 1 620 euros par action), prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice, ou si celui-ci est insuffisant, sur les réserves facultatives.

- Un droit au rachat par la société exerçable par les associés détenteurs des actions « P », sur tout ou partie de leurs actions, dans les conditions suivantes :

✓ Par anticipation à tout moment en cas :

Paraphes



. de cessation des fonctions techniques rémunérées au sein de la filiale, la société SOGEDDA, ou de décès de M. Jean Paul KOCKMANN,

. de cessation des fonctions techniques rémunérées au sein de la filiale, la société SOGEDDA, ou de décès de M. Cyril BAUDIN,

- ✓ **Moyennant un prix qui sera déterminé sur la base de la valorisation de la société SOGEDDA telle qu'elle apparaîtra au bilan du dernier exercice clos de la société FINANCIERE BSGM à la date du rachat, ou si cet exercice date de plus de 6 mois, d'une situation intermédiaire.**

Chaque demande de rachat devra être notifiée à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception. Les opérations de rachat commenceront à l'expiration du délai d'opposition des créanciers ou après règlement du sort des oppositions éventuelles.

Dans les quinze (15) jours suivant la notification de l'associé, le Président, à qui tous les pouvoirs nécessaires sont délégués constate le nombre de titres à racheter, réduit le capital social par voie d'annulation des titres à racheter et impute l'excédent entre la valeur des titres rachetés et leur valeur nominale sur tout poste de réserves disponibles ; modifie corrélativement les statuts.

Le Président établit également le rapport visé à l'article R.228-19 sur les conditions du rachat ainsi que sur les justifications et les modalités de calcul du prix.

Ce rapport et celui du commissaire aux comptes seront mis à la disposition des associés au siège social au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la date de la décision du Président et ils seront portés à la connaissance des associés à l'occasion de la plus prochaine décision collective.

Le procès-verbal de la décision du Président est déposé au greffe du tribunal de Commerce afin d'ouvrir le délai d'opposition des créanciers.

Le rachat aura lieu à l'expiration du délai d'opposition des créanciers ou en cas d'opposition, à la date du jugement de première instance qui les rejettera ou à la date de constitution des garanties ou de remboursement des créances, selon le cas.

Les actions de préférence « P » sont assorties de droits particuliers qui sont exclusivement financiers, tels que mentionnés ci-dessus. En ce qui concerne les droits de vote, elles sont assorties des mêmes droits que les actions ordinaires « O ».

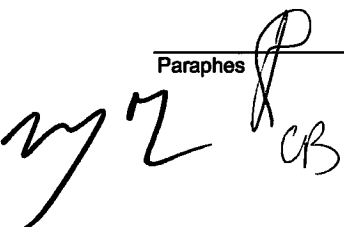
2- Hormis les droits particuliers dont sont assorties les actions de préférence « P », les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

3- La Société peut créer d'autres actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Paraphes

Handwritten signatures and initials, including 'my 2', 'CB', and a large 'P'.

Handwritten initials, possibly 'h' and 'MB'.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie sur décision collective extraordinaire des associés et dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les associés déterminent, par une décision extraordinaire, les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

## **ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires des actions existantes. Toutefois, par dérogation expresse à l'article L. 228-11, alinéa 5 du Code de commerce, les actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation conserveront leur droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

### **TITRE III - ACTIONS**

#### **ARTICLE 10 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS - USUFRUIT**

1- Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés pour les décisions collectives ordinaires des associés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2- Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propiétaire pour les décisions extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés, sous réserve du droit, pour l'usufruitier, de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives des associés.

#### **ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

1- Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2- Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Paraphes

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

3- Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

4- Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

## **ARTICLE 12 - LIBERATION DES ACTIONS**

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

## **ARTICLE 13 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Paraphes

M

7

h  
my  
P  
CB  
7/6

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

#### **TITRE IV – CESSIION-TRANSMISSION-LOCATION D' ACTIONS**

##### **ARTICLE 14 – DEFINITIONS**

**Transmission** : toute opération à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit de titres, notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, échanges, nantissement.

**Titres** : tout titre représentatif d'une quotité du capital d'une société, ou donnant droit, d'une façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital d'une société.

**Tiers** : toute personne non signataire des présents statuts

**Notifications** : les notifications et réponses aux notifications ont lieu par voie de lettre recommandée avec accusé de réception

##### **ARTICLE 15 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

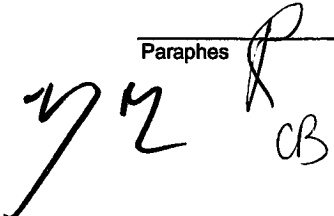
Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai d'un mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

##### **ARTICLE 16 - PREEMPTION**

1- La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

Paraphes

Handwritten signatures and initials, including 'y', 'M', 'CB', and a large 'P'.

Handwritten signature.

D'une manière générale et sans préjudice du respect des autres stipulations des présents statuts, chaque associé s'engage, en cas de projet de cession, à informer les autres associés, non partie au projet, dès l'origine des discussions, de manière à les associer aux négociations.

2- L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de quinze (15) jours de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui disposeront d'un délai d'un mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai d'un mois, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession devra être réalisée dans un délai de quinze jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément suivante :

## **ARTICLE 17 - AGREMENT**

### **1- Cession entre vifs**

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Dans le délai de 8 jours à compter de cette notification, le Président doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de titres ou consulter les associés par écrit sur le projet de cession.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

## 2- Transmission par décès

La valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de refus d'agrément, et si l'achat n'est pas réalisé dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

Paraphes

### 3- Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés statuant dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

## **ARTICLE 18 – DROIT DE SORTIE PRIORITAIRE**

### 1- Principe

Dès lors qu'un des associés personne physique n'exerce plus de fonctions techniques au sein de la société « SOGEDDA », et ce pour quelque motif que ce soit, cette situation emporte en ce qui le concerne offre d'achat de la totalité de ses parts sociales au profit des autres associés.

Toutefois, il sera dérogé à ce principe si les autres coassociés décident à la majorité simple de maintenir l'associé concerné dans le capital social de la société « FINANCIERE BSGM ». ce maintien dans le capital social de la société « FINANCIERE BSGM » sera examiné annuellement au cours de l'assemblée générale d'approbation des comptes.

### 2- Modalités d'exercice du droit de sortie prioritaire

Le droit de sortie prioritaire s'exercera conformément aux stipulations concernant l'agrément des cessions de parts sociales visées à l'article 17 ci-dessus ainsi que conformément à l'exercice du droit de préemption visé à l'article 16 des présentes.

### 3- Prix-paiement

Les titres de la Société détenus par l'associé sortant devront être acquis par les associés bénéficiaires, selon un prix convenu d'un commun accord, à défaut, la fixation du prix sera établie à dire d'expert dans le cadre des dispositions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Dans ce cas :

L'acquisition des titres de la Société détenus par l'associé sortant interviendra dans le délai de trente (30) jours suivant la fixation définitive du prix dans le cadre des dispositions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Dans tous les cas, le prix des titres de la Société achetés sera payable comptant, au jour de la signature des actes de cession de parts.

## **ARTICLE 19 - LOCATION DES ACTIONS**

La location des actions est interdite.

## **ARTICLE 20 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE**

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis ;

- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.



Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Paraphes

   
CB



## TITRE V – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

### ARTICLE 21 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

#### 1- Désignation

Le Président de la Société est désigné par décision collective des associés prise à la majorité simple des voix des associés présents.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

#### 2- Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

#### 3- Démission- Révocation

En cas de décès ou démission du Président, il est pourvu à son remplacement par décision du ou des associés. Le président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur. Si ce dernier avait été nommé pour une durée illimitée, la décision collective des associés pourra limiter la durée des fonctions du nouveau Président.

Le Président peut être révoqué pour un motif grave, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 50 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

#### 4- Rémunération

La rémunération du Président est fixée par le Président lui-même et constitue une convention réglementée soumise aux dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Le Président peut recevoir une rémunération fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

#### 5- Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

### **ARTICLE 21.- DIRECTEUR GENERAL**

#### 1- Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne physique ou à une personne morale de l'assister en qualité de Directeur Général.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Handwritten signatures and initials: "my 12" and "CB" with a signature above "CB".

Handwritten initials "MG" and a checkmark.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

## 2- Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

## 3- Démission – Révocation

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat à condition d'en avertir le Président au préalable par lettre recommandée et dans un délai raisonnable.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

## 4- Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

## 5- Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

**TITRE VI – CONVENTIONS REGLEMENTEES- COMMISSAIRES AUX COMPTES-  
REPRESENTATION SOCIALE**

**ARTICLE 23 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES**

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

**ARTICLE 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à la majorité simple, procéder à ces désignations si elle le juge opportun.



En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

Paraphes

  
  
CB


## **ARTICLE 25 - REPRESENTATION SOCIALE**

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 8 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les trois jours de leur réception.

## **TITRE VII – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

### **ARTICLE 26 - DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes, qui sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon leur nature :

**- Décisions ordinaires prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés :**

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- approbation des comptes de liquidation et décisions relatives aux opérations de clôture de liquidation,
- augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission,
- agrément des cessions d'actions,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,

**- Décisions prises à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés :**

- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution de la Société,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,

**- Décisions prises à l'unanimité des associés :**

- inaliénabilité des actions,
- augmentation des engagements des associés,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.



La majorité simple des voix correspond à plus de 50 % des voix des associés présents ou représentés disposant du droit de vote.

Les abstentions lors des réunions, des consultations écrites ou de la signature des actes sous seing privés sont considérées comme des votes contre.

#### **ARTICLE 27 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

#### **ARTICLE 28 - CONSULTATION ECRITE**

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 8 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

#### **ARTICLE 29 - ASSEMBLEE GENERALE**

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 15 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

H  
CB  
M

U

ab

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

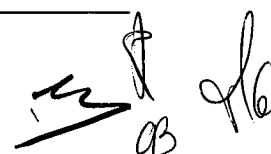
### **ARTICLE 30- PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.



### **ARTICLE 31 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 8 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

### **TITRE VIII – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DU RESULTAT**

#### **ARTICLE 32 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

#### **ARTICLE 33 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.



Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Paraphes

   
CB



Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

### **ARTICLE 34 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, il est tout d'abord prélevé au profit des 20 actions « P », un dividende précipitaire de 1 620 euros par action, soit un dividende total de 32 400 euros.

Si le bénéfice distribuable d'un exercice, au sens de l'article L.232-11 du code de commerce, est insuffisant pour le service de la totalité du dividendes précipitaire dû au titre de cet exercice aux actions « P », la partie non versée de ce dividende précipitaire sera prélevée par priorité sur le bénéfice distribuable des exercices suivants ou sur toute distribution de réserves qui interviendra dans ce délai.

Ce droit au dividende précipitaire dont bénéficient les actions « P » s'exercera à l'occasion de chaque décision d'approbation des comptes, pour la première fois à l'occasion de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et pour la dernière fois lors de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le surplus du bénéfice distribuable pourra être affecté, selon la décision de la collectivité des associés et pour le montant qu'elle fixera, au service d'un dividende au profit des seules actions « O ».

Le solde du bénéfice distribuable, s'il en existe, est à la disposition des associés qui, sur proposition du Président de la société peuvent, en tout ou en partie, le distribuer aux associés à titre de dividende et sans distinction de catégorie d'actions, le reporter à nouveau ou l'affecter à des fonds de réserves généraux ou spéciaux.

En outre, les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

*h*

*h*  
*AB* *16*

Le Président de la Société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi, en servant prioritairement le dividende préciputaire attribué aux actions « P ».

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

### **ARTICLE 35 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

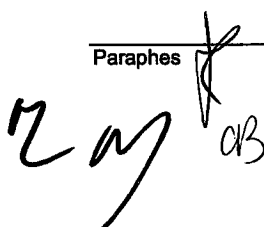
Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

### **ARTICLE 36 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

Handwritten signatures and initials, including a large 'M' and 'A', and the initials 'CB'.

Handwritten initials, possibly 'DF'.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

### **ARTICLE 37- TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

### **ARTICLE 38 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

2

h  
AB  
16

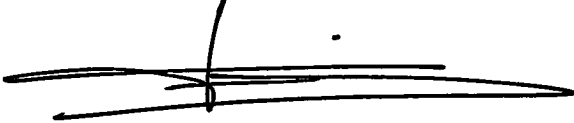
## **ARTICLE 30 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

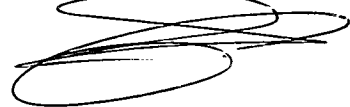
**Statuts adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1er décembre 2015**

**Les associés**

**Frédéric BERTIN**



**Martine GAUCHOUX**



**Luc MEYNARDIE**



**David BRAVO**



**Jean-Paul KOCKMANN**



**Cyril BAUDIN**

